

"La Ligue pour la Défense du Canada ne combat ni M. King, ni le gouvernement, ni le parti libéral"

"Le seul but qu'elle poursuit, c'est d'écarter la conscription" — "Protégeons M. King contre la perfidie de ses amis" — "Aidons-lui à résister aux pressions de plus en plus fortes qui s'exercent sur lui"

Causerie radiophonée de M. Gérard Filion

Voici le texte de la causerie prononcée hier soir au poste CKAC, sous les auspices de la Ligue pour la "défense du Canada" par M. Gérard Filion, secrétaire général de l'Union catholique des cultivateurs:

Mesdames, messieurs,

Le plébiscite qui sera tenu le 27 avril ne pose pas une question de confiance à l'endroit du gouvernement actuel. Le vote que nous donnerons, s'il est affirmatif, ne confirmera pas M. King dans ses fonctions de premier ministre, pas plus qu'il ne le chassera du pouvoir, si le résultat est négatif. Dans un cas comme dans l'autre, M. King continuera de gouverner.

C'est du reste ce que le premier ministre affirmait lui-même à la Chambre des Communes le 25 février. En réponse à une interpellation de l'honorable Grete Sterling, il faisait la déclaration suivante qui, pour une fois, est catégorique: "Il ne s'agit pas d'élections générales, il ne s'agit pas de se prononcer entre deux partis..."

Et plus loin le premier ministre ajoutait:

"Afin qu'il n'y ait aucun malentendu possible, je tiens à ajouter ceci: un vote écrasant en faveur du Gouvernement ne constituera pas un vote de confiance dans un régime particulier pour la poursuite de la guerre, mais une indication que le peuple accorde à tout Gouvernement — notons bien l'expression: "à tout Gouvernement" — les pleins pouvoirs qu'il juge indispensables à toute administration — notons encore une fois l'expression: "à toute administration" — dans les conditions actuelles".

Et le premier ministre continue: "Je veux être bien compris — car on dit que le gouvernement s'en prévaudrait comme d'une grande victoire — le temps n'est plus où on peut songer aux intérêts de parti".

Ces affirmations répétées du premier ministre lui-même disposent donc une fois pour toutes de l'argument de ceux qui tenteront peut-être de faire croire à la population qu'en battant le plébiscite, l'on battra le Gouvernement.

Du reste, l'attitude du premier ministre est parfaitement logique. S'il avait voulu savoir si le peuple du Canada lui a conservé ou retiré sa confiance, il aurait fait des élections générales: il nous aurait ainsi forcés à faire un choix: King ou Meighen, un gouvernement libéral ou un gouvernement conservateur. Mais tel n'est pas le cas. M. King ne nous demande pas de choisir entre lui et un autre; il ne nous demande pas si nous aimons mieux le maintenir au pouvoir ou le jeter dans l'opposition; il ne brandit pas l'épouvantail Meighen, il ne nous menace pas du croquemitaine gouvernement d'union. Rien de cela. Ce qu'il nous demande, c'est de choisir entre deux M. King: le M. King de 1939 et le M. King de 1942, le M. King qui a fait des promesses et le M. King qui est tenté de les violer, le M. King conseillé et guidé par Ernest Lapointe ou le M. King sans les lumières d'Ernest Lapointe.

Pour tout résumer, le premier ministre nous demande de choisir entre son passé que nous connaissons et son avenir que nous ne connaissons pas. Comme nous sommes des gens prudents, nous préférons le certain à l'incertain, le connu à l'inconnu, et par conséquent nous répondrons: NON.

Le plébiscite ne soulève donc pas une question de confiance vis-à-vis de M. King. Il n'engage pas non plus notre fidélité au parti libéral; nous n'aurons pas à choisir entre les bleus et les rouges, car les chefs de quatre partis fédéraux feront campagne dans le même sens. Les bleus pourront donc voter NON et rester bleus quand même; les rouges, voter NON et rester rouges.

Ceux dont la conscience politique particulièrement délicate les porterait au scrupule pourront aller se confesser à l'honorable Oscar Drouin, ministre du cabinet Godbout, organisateur de l'honorable Louis St-Laurent, ministre de la Justice. Le huit mars, M. Drouin faisait au club Lapointe-Drouin une cause-rie remarquable pour conseiller à ses électeurs de répondre NON au plébiscite. Il déclarait, entre autres choses ce qui suit:

"Restons toujours fidèle à M. King. Continuons-lui notre support politique, mais respectueusement, poliment, dignement, répondons NON à sa demande d'opinion.

Proclamons un NON sans équivoque.

Ajoutons-y un mot symbolique dont l'ancien député de Québec-Est, l'ex-ministre de la Justice, se servait dans les dernières années de sa vie: "Jamais. Non... Jamais... Jamais".

Le lendemain, c'est-à-dire le 9 mars, l'organe officiel du parti libéral à Montréal déclarait que M. Drouin avait parlé au nom du cabinet provincial et que ses déclarations reflétaient les vues de ses collègues.

Jeudi dernier, un quotidien des Trois-Rivières, qui fait partie d'une chaîne de journaux libéraux, conseillait à ses lecteurs de répondre NON au plébiscite. On y pouvait lire ce qui suit:

"Rejeter le plébiscite, c'est rejeter la conscription pour outre-mer..."

Approuver le plébiscite, c'est ouvrir la porte toute grande à la conscription pour outre-mer..."

...Plus que jamais nous devons répondre NON et demander à tous de se joindre à nous."

Onze députés libéraux du Québec ont eu le courage de s'opposer à la tenue du plébiscite et ont voté contre le gouvernement. A l'exception d'un seul, les autres sont encore membres du parti libéral; ils n'ont pas démissionné et le parti ne les a pas rejetés. C'est une autre preuve que le plébiscite n'engagera pas la conscience partisane des électeurs.

La Ligue pour la Défense du Canada ne combat, par conséquent, ni M. King, ni le gouvernement, ni le parti libéral. Elle ne cherche pas à leur créer des embarras, à les mettre en mauvaise posture. Le seul but qu'elle poursuit, c'est d'écarter la conscription, c'est de barrer le chemin à tous ceux qui, rouges ou bleus, veulent l'imposer ou seraient tentés de l'imposer. De ces gens-là, il y en a des deux côtés de la Chambre. Du côté de M. Hanson, ils le sont tous, sauf les quelques députés de la Colombie canadienne que la menace de plus en plus lourde du Japon ramène à une meilleure intelligence de l'intérêt canadien. Du côté de M. King, il y en a aussi, ne nous y trompons pas; il suffit, pour s'en convaincre, de lire les déclarations récentes de certains ministres, entre autres de MM. Isley, Ralston, Mackenzie et Gardiner. Ces gens sont conscriptionnistes à fond et ils sont d'autant plus dangereux qu'ils occupent des ministères importants. C'est probablement à cause de leurs intrigues et peut-être de leurs menaces que M. King a décidé de tenir un plébiscite.

Gardons-nous de faire leur jeu. Protégeons M. King contre la perfidie de ses amis. Aidons-lui à résister aux pressions de plus en plus fortes qui s'exercent sur lui. Barons la route à tous ceux qui, par conviction ou par intérêt, cherchent à imposer la conscription. Bref, répondons NON.